



POUR UN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT ET PERMANENT

HALTE AUX MASSACRES À GAZA ET EN CISJORDANIE !

RASSEMBLEMENT MERCREDI 15 MAI À 18H00

NANTES – CROISÉE DES TRAMS

Au moment où l'armée de Netanyahu est entrée dans Rafah, tout en bombardant la ville où s'entassent 1,2 millions de Palestiniens, nos organisations syndicales dénoncent plus que jamais les exactions en cours dans la bande de Gaza mais également en Cisjordanie, et plus particulièrement celles qui touchent le système éducatif palestinien.

Les personnels de l'éducation ainsi que leurs élèves tombent sous les bombes ou les tirs de l'armée israélienne, subissent de lourdes blessures, et les arrestations se multiplient, notamment en Cisjordanie.

En outre, alors que le droit à l'éducation est un droit internationalement reconnu, depuis plus de 200 jours, plus de 620 000 élèves et plus de 88 000 étudiants et étudiantes n'ont plus accès à l'école ni à l'université dans la bande de Gaza. Il n'y aura pas de session du baccalauréat cette année à Gaza.

Enfin, les infrastructures scolaires sont détruites dans la bande de Gaza, comme le montrent les données satellitaires analysées par l'ONU. Or les établissements scolaires sont protégés par le droit international, comme l'a rappelé l'UNESCO en demandant d'arrêter de bombarder les écoles, collèges, lycées et universités de Gaza.

En France, notamment à Nantes, comme partout dans le monde, étudiants et lycéens se mobilisent pour exiger le cessez-le-feu et l'arrêt de ce génocide. Nous leur apportons notre soutien plein et entier.

NOUS APPELONS AU RASSEMBLEMENT

MERCREDI 15 MAI 2024, À 18H00

À NANTES – CROISÉE DES TRAMS

pour que tous les élèves palestiniennes et palestiniens puissent retrouver immédiatement des conditions de vie et de scolarité dignes du droit international.

Nous exigeons également un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des bombardements, la levée du blocus de Gaza, la libération des otages et de tous les prisonniers politiques palestiniens soumis à des traitements inhumains, l'arrêt des livraisons d'armes par l'Etat français à l'Etat israélien.

Nos organisations syndicales dénoncent par ailleurs la répression et la censure qui s'exercent à l'égard de tout.e.s celles et ceux, militant.e.s syndic.ales.aux et politiques, qui dénoncent les massacres en cours à Gaza et en Cisjordanie.